

Chine : ces 7 diagnostics des élites occidentales qui se sont révélés totalement faux



Le voyage en Chine d'Emmanuel Macron commence ce lundi 7 septembre. Il devra ignorer ces idées reçues sur la Chine pour mener sa mission à bien.

Avec Jean-Vincent Brisset

Avec Christopher Dembik

Atlantico : A l'occasion de l'entrée de la Chine dans l'OMS à la fin de l'année 2001, mais également dans les phases ultérieures de son développement, de nombreuses prévisions avaient pu avoir lieu sur les effets de ce qui apparaissait comme une étape décisive du processus de mondialisation. Après 15 années, quel bilan peut on dresser des à priori suivants, celles ci révèlent elles plus d'une forme de naïveté de la vision occidentale de la Chine ou d'une simple méconnaissance du pays ?

1. "L'entrée de la Chine dans l'OMC favorisera la création de millions d'emplois dans les pays développés en permettant la levée de ses barrières douanières et offrir ainsi accès au plus grand marché de consommation du monde."

Jean-Vincent Brisset : « L'immense marché chinois » a beaucoup fait fantasmer et continue de le faire pour certains. Il y a une vingtaine d'années, l'un de mes amis, très bon connaisseur de la Chine, avait coutume de dire que ce pays voulait devenir « un grand pays exportateur, mais surtout pas un grand importateur ». On se souvient aussi de la publicité déclinée à grands coups de 4x3 par un fabricant de stylos à bille français, qui espérait vraiment vendre milliard d'exemplaires de ses produits. Parlant de l'entrée de Pékin dans l'OMC, qui deviendra effective en 2001, Bill Clinton disait en 2000 : "Cela va favoriser l'emploi chez nous et rééquilibrer notre balance commerciale avec la Chine ». Il est pourtant vrai que, dans certains domaines, ce marché existe. Mais cela reste presque toujours ponctuel et limité, le plus souvent tant que ne se développe pas une fabrication locale d'un produit concurrent ou contrefait. Par ailleurs, les réglementations douanières et sanitaires chinoises demeurent, malgré quelques progrès, plus qu'opaques. Le cadre juridique est tout aussi « incertain ». De plus, certaines barrières mises en place face aux « produits non encouragés » sont très pénalisantes car Pékin veut avant tout protéger ses entreprises.

Au bilan, l'entrée dans l'OMC a surtout permis aux vendeurs de se fournir à bas prix dans « l'atelier du monde ». Pour cela, elles ont délocalisé leurs productions. Dix années plus tard, les syndicats américains constataient que le tiers des emplois industriels du pays

avaient été détruits et attribuaient une grande part de ces pertes à la Chine. Son excédent commercial se monte en 2015 à près de 600 milliards de dollars. Sachant qu'elle importe des matières premières et exporte des produits manufacturés, l'essentiel de ces excédents est réalisé avec des pays qui importent ces produits plutôt que de les fabriquer chez eux. C'est ainsi qu'elle est, depuis des années, le premier déficit commercial français.

Christopher Dembik : L'entrée de la Chine dans l'OMC a permis d'imposer les normes occidentales, notamment en matière de sécurité sur les produits voués à l'export vers les marchés européen et américain mais n'a pas permis, jusqu'à présent, « la création de millions d'emplois dans les pays développés ». Certes, la Chine est le plus grand marché de consommation du monde mais il reste objectivement difficile d'accès pour les entreprises occidentales, en particulier les PME et les ETI, y compris pour ceux qui ont judicieusement recours à un accompagnement local. En outre, le pouvoir d'achat du consommateur chinois n'a rien à voir avec celui du consommateur européen même si la consommation est indéniablement une source stable de croissance pour la Chine et que les salaires sont en forte hausse. Depuis 1999, la croissance des salaires a considérablement augmenté, tant en termes réels que nominaux, et dans des proportions bien plus élevées que dans les autres grands pays en développement. Au cours de la période débutant en 1999, la croissance des salaires nominaux a presque toujours été supérieure à 10% en glissement annuel. Elle a récemment légèrement décéléré pour atteindre 9,1% en termes nominaux et 6,9% en termes réels en 2016. Associée à une inflation faible, l'augmentation des salaires est toutefois un élément positif pour la croissance et qui doit permettre l'émergence d'une classe moyenne à fort pouvoir d'achat, comme souhaité par les autorités.

2- "L'enrichissement de la classe moyenne chinoise aboutira nécessairement à ce que le régime lâche du lest et à une forme de démocratie libérale"

Jean-Vincent Brisset : Beaucoup de commentateurs, principalement les généralistes « touche à tout », ont l'habitude de juger les autres en fonction de leurs propres critères, par ignorance ou, ce qui est plus grave, parce qu'ils sont persuadés que leur conception de ce que devrait être le monde est la seule qui vaille. L'affirmation ci-dessus est assez typique de cette volonté, chez certains, de plaquer un modèle de vieille démocratie occidentale sur tous les pays de la planète. Ils partent du principe que, en dehors de quelques contre exemples dont on affirme brutalement qu'ils ne sont que des épisodes de mauvaise gouvernance, toutes les nations peuvent et doivent évoluer vers ce modèle unique. Pour en revenir au cas de la Chine, c'est la révélation d'une double ignorance : celle du poids du contexte socio-culturel, qui pèse sur le long terme et celle, plus immédiate, de la non pertinence de la notion de « classe moyenne » en Chine, tant sont grandes les diversités de situations et de statuts. L'enrichissement de certains Chinois leur a permis de voyager, de découvrir d'autres réalités, d'entendre d'autres discours que celui diffusé par leurs gouvernants. Mais, si la dissidence et l'appel à la démocratie font recette dans les médias occidentaux, il faut se rendre à l'évidence, qui est différente. La plupart des Chinois qui accèdent à l'aisance financière se soucient peu de politique ou de liberté de contestation. Ils veulent simplement profiter de ce qu'ils ont gagné. Il y a de siècles que le peuple chinois accepte de se priver de ce que les Occidentaux considèrent comme des libertés fondamentales en échange d'un certain bien-être matériel. On le voit d'ailleurs aujourd'hui. Le Président chinois est confronté à une vraie contestation, qu'il tente de réduire par des méthodes assez brutales et en faisant condamner ses adversaires pour corruption. Mais cette opposition est bien davantage le fait d'hiérarques conservateurs que celle de simples citoyens bénéficiaires de l'enrichissement du pays.

Christopher Dembik : Le marchandage qui domine jusqu'à présent en Chine, et notamment depuis la mise en oeuvre de la politique de « porte ouverte » de Deng Xiaoping à la fin des années 70, c'est de favoriser le développement économique en réduisant au minimum l'ouverture politique, même si on constate régulièrement un fort renouvellement au sein de l'appareil étatique et des instances dirigeantes et la volonté de favoriser une certaine forme de méritocratie. D'autres économies de la régions ont choisi ce marchandage par le passé mais peu, hormis de manière notable Singapour, ont pu empêcher l'ouverture politique. On pensera notamment à la Corée du Sud. Il est indéniable qu'une libéralisation politique est nécessaire mais on aurait certainement tort de croire que la Chine est vouée à la mise en place d'une démocratie sur le modèle des pays européens ou des Etats-Unis. Ce serait croire en l'universalisme des valeurs et des systèmes politiques résultant des Lumières.

3- "Le modèle de développement économique chinois n'est pas viable" - "la Chine est le crédeur du monde" - "La Chine est trop endettée"

Jean-Vincent Brisset : Les « prévisions » faites par des experts, sérieux ou non, ont l'avantage d'être suffisamment nombreuses, suffisamment différentes et suffisamment contradictoires pour qu'il se trouve toujours, quelques temps plus tard, un des augures qui peut affirmer « Je l'avais dit ». Les trois affirmations ci-dessus sont basées sur des constatations qui ne sont pas forcément fausses, mais qui reflètent une vision partielle et surtout fondées sur le cliché d'un instant plutôt que sur le long terme. Par exemple, si le modèle de développement dont on parle est celui qui a conduit à transformer le pays en « atelier du monde », les dernières années ont montré les limites du modèle et les réorientations indispensables. De même, dire que la Chine est le crédeur du monde, c'est oublier que c'est aussi une nation qui a des problèmes de dette. Ce que l'on retrouve dans l'affirmation inverse qui, comme la précédente reste très binaire, faisant fait fi des dettes croisées et, surtout, des différences de statut entre les débiteurs.

Christopher Dembik : Je ne crois très clairement pas à la thèse du « hard landing » chinois. Il n'est pas question de nier la réalité des difficultés financières de la Chine mais il faut remettre dans le contexte la question de la dette. Le gouvernement chinois est un important détenteur direct et indirect de dette privée (via les grandes banques et les entreprises publiques qui représentent environ les deux tiers de la dette totale des entreprises) et, dans le pire des cas, le taux élevé d'épargne brute (environ 50% du PIB contre 17% du PIB aux États-Unis) offre un coussin de sécurité sur lequel le gouvernement peut compter. Jusqu'à présent, seule une partie marginale de la dette publique est détenue par des investisseurs étrangers (environ 1%), limitant ainsi le risque de contagion financière. En outre, un processus de désendettement financier est à l'oeuvre. Depuis la mi-2016, l'évolution des prêts en faveur des

institutions financières non bancaires est négative. En octobre 2017, la proportion de prêts accordée a chuté de 33% par rapport à octobre 2016. C'est une conséquence directe du resserrement des conditions monétaires et d'une réglementation plus stricte. La PBoC a relevé les taux deux fois cette année pour les facilités de crédit à moyen terme et devrait suivre cette voie l'année prochaine. Parallèlement à ces mesures, le régulateur chinois a également pris des mesures convaincantes afin de mieux réguler les produits de gestion de fortune, via notamment l'introduction d'un ratio de levier standard et d'autres mesures pour limiter le risque qui devraient être pleinement mises en œuvre d'ici 2019. Tout cela va dans le sens d'une meilleure gestion du marché du crédit et d'une limitation des facteurs de crise financière, notamment au niveau du shadow banking.

4- "La Chine n'est pas une puissance expansionniste et ne l'a jamais été historiquement, et ne présente pas d'intérêt pour une projection extérieure."

Jean-Vincent Brisset : La Chine n'est effectivement pas une puissance expansionniste dans la mesure où elle a très rarement envoyé des troupes coloniser des territoires voisins. On note d'ailleurs que, si l'Empire Chinois a connu des frontières qui ont beaucoup évolué au cours des siècles, les deux périodes où cet Empire était le plus étendu correspondent en fait à deux moments où elle était gouvernée –on pourrait/devrait dire colonisée_ par des dynasties étrangères (Yuan –Mongols- de 1271 à 1368 et Qing – Mandchous, de 1644 à 1912). Les extensions territoriales pendant les autres dynasties relèvent plutôt d'une méthode non militaire, qui consiste à démobiliser sur place les soldats qui ont été placés dans les pays voisins en profitant d'une vacuité des pouvoirs locaux. Ces colons se voient attribuer des terres et sont poussés à s'établir sur place en se mêlant aux populations indigènes qui sont petit à petit sinisées. C'est ce qui est en train de se jouer au Tibet et en Mongolie Intérieure. C'est aussi ce que tente le régime actuel au Xinjiang, avec moins de succès.

Les quelques tentatives de projection extérieure au cours des siècles passés sont effectivement peu significatives et les rares aventures militaires ont souvent mal tourné. Les choses sont peut-être en train de changer. Il est très à la mode de « découvrir » l'initiative « One Belt One Road » et les nouvelles routes de la Soie, en oubliant que ces routes ont été parcourues depuis des siècles. Il est plus significatif de voir les forces armées chinoises s'impliquer de plus en plus dans des opérations de maintien de la paix onusiennes. La Marine s'équipe de porte-avions, se projette loin de ses côtes et se met en avant dans le contrôle des deux chaînes d'îles. L'Armée de l'Air se dote d'avions de transport lourd destinés à la projection. Le tout dans un contexte très revendicatif, en particulier en Mer de Chine du Sud où Pékin continue de construire des implantations militaires en dépit de sa condamnation sans équivoque par la Cour Permanente d'arbitrage.

Christopher Dembik : C'est profondément méconnaître la Chine, l'existence de nombreux conflits frontaliers avec certains de ses voisins, son expansion au Tibet, ses ambitions évidentes à l'égard de Taïwan ou sa volonté de conquérir de nouvelles routes commerciales lorsque la fonte des glaces permettra de réduire substantiellement les distances maritimes entre l'Asie et le continent américain. La Chine est, aujourd'hui, la seule grande économie à avoir réfléchi et mis en œuvre une stratégie complète de développement à l'international - la nouvelle route de la soie- qui est d'abord économique et commerciale mais a aussi des implications culturelles, politiques et éventuellement militaires. L'Europe n'a jamais fait le travail de réflexion nécessaire pour se projeter à l'extérieur tandis que les Etats-Unis de Trump renouent avec une vision isolationniste qui a profondément marqué la politique internationale américaine jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Un vide politique s'est ainsi créé que s'est empressée de remplir la Chine parfois de manière assez cocasse comme lorsqu'il y a un an à Davos la Chine est apparue comme le défenseur de la mondialisation alors que l'accès à son marché reste encore très restrictif pour les occidentaux. Nous assistons au retour de l'Histoire: comme c'était le cas au Moyen-Age, la Chine va pleinement retrouver son statut de première puissance mondiale.

5- La France est un interlocuteur historiquement privilégié pour la Chine

Jean-Vincent Brisset : Parmi les idées communément répandues en France au sujet de l'Empire du Milieu, l'une des plus pénalisantes se base sur un malentendu. Les Français ont longtemps cru, sur la foi d'un mauvais livre, que leur pays était le premier à avoir reconnu diplomatiquement la République populaire de Chine. Ceux qui sont persuadés d'être plus informés corrigent en disant « premier pays occidental ». Ce qui est tout aussi faux (Royaume Uni 6/01/1950, Suède 9/05/1950 etc...). Tous en ont conclu que la France jouissait d'une image privilégiée en Chine et qu'elle pouvait, à ce titre, bénéficier de termes d'échange particulièrement favorables sur le plan économique. Les faits ont abondamment prouvé le contraire. De plus, la position de Paris vis-à-vis de Pékin a fait l'objet, dans les dernières décennies, de nombreuses volte-face, entre donneur de leçons et pays vassal. Cela a surtout abouti à donner l'image d'un pays faible à des dirigeants chinois qui ne respectent que les rapports de force. Cela a permis d'exiger de sa part des concessions, par exemple pour empêcher toute action commune des pays européens qui aurait pu conduire à des sanctions douanières.

6 - Le marché chinois doit être pénétré coûte que coûte

Jean-Vincent Brisset : Une autre idée, souvent répandue, est qu'il faut savoir s'introduire sur le marché chinois en oubliant, dans un premier temps, tout souci de rentabilité pour pouvoir ensuite bénéficier d'une position privilégiée et « se rattraper ». C'est ainsi que l'on arrive au terrible échec de Peugeot à Canton. On a aussi vu certaines entreprises françaises accepter, la « symétrisation » demandée par les autorités locales. Cela voulait dire que, en échange de facilités d'implantation d'une structure de recherche sur le sol chinois, l'entreprise française s'engageait à partager avec son partenaire chinois la totalité des résultats obtenus dans l'ensemble de ses structures du même type, partout dans le monde. Dans ces deux derniers cas, l'expérience prouve que l'on est en pleine utopie, parfois dangereuse, même si elle a permis de briller à certains dirigeants.

7 - La Chine, c'est un modèle économique infallible

Christopher Dembik : Comme vous avez les partisans du hard landing, vous avez aussi ceux, en particulier ces dernières années, sont devenus des admirateurs béats de l'économie chinoise. Il faut être mesuré à cet égard. Les grandes données économiques, comme le PIB chinois, sont aisément manipulables. Ainsi, ceux qui acceptent comme une vérité absolue que le taux de croissance de la Chine devrait être autour de 6,5% cette année me laissent perplexes. De mon point de vue, l'économie chinoise se dirige vers un ralentissement plus marqué que ne le laisse entendre le consensus actuel. Le resserrement monétaire et fiscal post-Congrès n'est pas nouveau. De septembre à il y a quelques semaines, l'indice de surprise économique de la Chine était négatif. Les données d'activité de la Chine pour le marché immobilier, l'industrie, les services, la construction et l'investissement sont toutes en baisse suite au Congrès et aux mesures prises pour réduire les surcapacités. Ce qui est plus surprenant, c'est le nombre de projets d'infrastructure arrêtés ou annulés du jour au lendemain suite à la volonté clairement affichée par l'exécutif chinois de se concentrer sur une croissance qualitative et non plus uniquement quantitative (par exemple les projets de métro en Mongolie intérieure). Il y aura des effets d'entraînement négatifs sur le secteur privé, puisque la plupart des projets en Chine reposent sur des partenariats publics-privés. En fin de compte, c'est la croissance qui risque d'en pâtir puisque les projets d'infrastructure représentent environ 20% du total des investissements en immobilisations. La contraction du Credit Impulse (qui mesure le flux de nouveaux crédits émis par le secteur privé en % du PIB et que Saxo Bank a développé) couplée à une baisse des investissements dans les infrastructures ouvre la voie à un ralentissement inévitable qui sera probablement plus important que prévu. En outre, des signes de contagion du ralentissement chinois commencent déjà à se matérialiser ; d'abord en Australie ainsi qu'à Hong Kong. L'indice du volume des échanges de marchandises de Hong Kong, qui sert de bon indicateur du commerce chinois en raison de sa position portuaire intermédiaire, est orienté à la baisse depuis le début de l'année. Bien que cela ne soit pas encore inquiétant, cela constitue un signe précoce que l'économie mondiale sera confrontée à des tendances contraires très bientôt. On aurait donc tort de croire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.